

Zeitschrift: Le messenger suisse : revue des communautés suisses de langue française
Herausgeber: Le messenger suisse
Band: 37 (1991)
Heft: 30-31

Artikel: La Suisse porte-drapeau à l'Est
Autor: Mudry, Yvan
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-848180>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

par Yvan Mudry / BRRI

La Suisse porte-drapeau à l'Est.

Premières en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

pour les citadins, mais le milieu où les populations alpines doivent vivre. "La convention privilégie trop l'environnement au détriment de l'environné. Elle met en péril l'économie alpine". Le Groupement Suisse pour les Régions de Montagne (SAB), organisation faîtière dont fait partie le GVPM, se montre plus nuancé à l'égard de la convention : "Les Alpes sont absentes du débat européen. Cette convention prépare le terrain à la stratégie commune que les montagnards devront défendre face aux grands centres de décision urbains". Tout en l'assortissant d'un certain nombre de conditions, c'est un avis positif que le SAB a donné lors de la procédure de consultation sur le projet de convention. ■

La Diveria, torrent italien prenant naissance en Suisse, a été fortement polluée début juillet à la suite du nettoyage du lac d'accumulation du Zwischenbergental (VS). La police valaisanne, qui confirme les opérations de nettoyage, indique que celles-ci ont été effectuées "sous contrôle". Colère du côté italien où l'on accuse les responsables du nettoyage de n'avoir même pas pris la peine d'avertir les communes concernées. Selon les techniciens de la protection civile de Domodossola, la pollution est due au déversement de plus de 6.000m³ de boue lors des opérations de nettoyage du lac, déversement confirmé par la police valaisanne. Le torrent est pollué sur plus de vingt kilomètres, détruisant faune et flore. La boue aurait été déversée dans le torrent par une entreprise valaisanne qui procédait au nettoyage de la digue du Zwischenbergental, au-dessus de Gondo, premier village suisse après la frontière italienne. Selon les autorités du district de Domodossola, personne ne s'est soucié du côté suisse d'annoncer ces opérations aux communes italiennes et aux associations de pêcheurs. Plusieurs associations italiennes ont déjà protesté et incité leurs autorités à demander des dédommagements aux responsables. ■

Reconvertir les industries particulièrement polluantes, éliminer des tonnes de déchets accumulés en vrac dans d'immenses dépotoirs non contrôlés, construire des fours spéciaux, reboiser, organiser des collectes séparées des déchets dans les villes : autant de domaines où la Suisse collaborera avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Un premier crédit de 20 millions de frs.s. vient d'être débloqué à cet effet par le Conseil Fédéral. Une rallonge devrait bientôt suivre.

Si la Suisse a décidé de jouer la tornade verte en Hongrie et en Tchécoslovaquie, c'est parce que le créneau a déjà été occupé en Pologne par de plus puissants qu'elle, pays scandinaves, Allemagne, France et Etats-Unis. Mais ce choix vaut aujourd'hui à la Suisse d'être la première à collaborer à grande échelle avec ces deux pays. Une vingtaine de spécialistes sont partis mi-juillet pour Budapest et Prague. Ils oeuvrent dans le cadre de dix-neuf projets tchécoslovaques et de trois projets hongrois. La tâche qui les attend est immense : pendant des années, les industries locales ont déversé leurs déchets pêle-mêle dans les sites dont personne ne connaît même le nombre. Les forêts sont dans un état pitoyable. Et une ville comme Prague ne trie pas encore ses déchets.

Savoir-faire suisse

En Tchécoslovaquie, les spécialistes suisses étudient les possibilités de reconversion industrielle et d'élimination des déchets des fabriques de la région de Martin. Un incinérateur ultra-moderne devrait y être construit. Quatre études régionales d'élimination de déchets spéciaux seront réalisées, pour les régions de Liberec, Novy Jicin, Trinec et Strazske. L'assainissement de forêts "fantômes" par reboisement, plantation de nouvelles essences et encouragement à l'utilisation du bois de chauffage, fait aussi partie du programme (au sud-ouest du pays notamment). Enfin, pour encourager Prague et Bratislava à séparer déchets ménagers et industriels, un jumelage avec des villes suisses est prévu. En Hongrie, les Suisses travaillent à l'élaboration d'un plan-cadre de gestion des déchets spéciaux au niveau national. Ils sont chargés

d'introduire dans l'industrie des métaux des techniques permettant de réduire au minimum les résidus (zinc, nickel, chrome). Enfin, un four spécial pour l'incinération à très haute température des plastiques, pesticides, médicaments, solvants, devrait être construit à Hidas.

Pas de tourisme des déchets

"Les incinérateurs qui seront construits à l'Est ne devraient pas servir à l'incinération des déchets spéciaux suisses", commente Wilhelm Schmid, responsable des Affaires Internationales à l'Office Fédéral de l'Environnement. En signant la Convention de Bâle il y a deux ans, la Suisse s'est en effet engagée à limiter au maximum l'exportation de ses déchets. Mais pour l'économie, l'opération risque bien d'être "juteuse" : un marché s'ouvre pour les spécialistes de l'incinération Von Roll, ABB et Sulzer et surtout pour des entreprises d'ingénieurs-conseils.

Un nouveau mode de faire

Le Conseil Fédéral vient de débloquer 20 millions de frs.s. en vue du lancement de ces projets. De nouveaux crédits devraient bientôt suivre. La somme initiale fait partie d'un paquet de 250 millions mis à la disposition de la coopération avec l'Europe de l'Est en mars de l'année dernière. Pour jouer le jeu de l'économie de marché naissante dans ces pays, les entreprises qui recevront de nouveaux équipements les rembourseront en monnaie locale. L'argent rendu servira au financement de nouveaux projets. Un groupe interdépartemental a été spécialement institué pour gérer ce programme. Il est composé de représentants des départements des affaires étrangères, de l'intérieur, de l'économie publique et de l'énergie. Une nouvelle philosophie de l'aide extérieure est aussi appliquée : "l'Est a une longue tradition industrielle. Nous n'arrivons pas dans des pays neufs où il s'agit simplement de construire en préservant la qualité de l'environnement. Dans notre action, nous allons collaborer avec des ingénieurs héritiers d'une tradition industrielle aussi vieille que la nôtre", explique Claude Ducret, membre du Département Fédéral des Affaires Etrangères et responsable du nouveau groupe interdépartemental. ■